



Propositions

pour une France Solidaire
pour une France Solidaire
dans le monde en 2017



Pour que la France joue pleinement son rôle dans la réponse mondiale aux défis qui sont devant nous, et pour **restaurer le lien et la confiance** entre citoyens et dirigeants, nous, organisations de solidarité internationale, fortes de nos expériences et du soutien de millions de citoyens, appelons les candidats aux élections présidentielle et législatives de 2017 à démontrer leur volonté politique de répondre à ces enjeux et ainsi s’engager solennellement à :

Partager justement les richesses pour mettre fin à la pauvreté et aux inégalités

1. Lutter contre la fraude et l’évasion fiscales :

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l’engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l’évasion fiscales.

| | |
|--------------------|--------------------|
| JE M’ENGAGE | JE NE M’ENGAGE PAS |
|--------------------|--------------------|

Commentaires :

Il est anormal que des entreprises ou des individus cherchent à fuir l’impôt dans leur pays d’origine pour aller dans un autre pays fiscalement plus intéressant. Pour éviter cela, il est nécessaire d’aller vers une plus grande harmonisation fiscale européenne voir mondiale. On peut également s’inspirer de ce qui a été mit en place aux USA : une entreprise qui fait de l’évasion fiscale ne peut pas exercer son activité en Europe. Il est également nécessaire de renforcer les services nationaux de lutte contre la fraude fiscale et de procéder à plus d’échanges de données entre les pays d’Europe et dans le monde.

2. Rendre les impôts plus justes :

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d’impôt en dehors de l’intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

| | |
|--------------------|--------------------|
| JE M’ENGAGE | JE NE M’ENGAGE PAS |
|--------------------|--------------------|

Commentaires :

Nous souhaitons rendre les impôts plus progressifs. Nous souhaitons par exemple la fusion de la CSG avec l’impôt sur le revenu pour rendre la CSG progressive. Nous souhaitons également supprimer toutes les niches fiscales injustes socialement, coûteuses et inutiles. Enfin nous souhaitons développer une réelle fiscalité écologique qui permettra, sur le principe du pollueur-payeur, d’inciter les technologies et comportements vertueux.

3. Allouer 0,7% du Revenu National Brut à l’aide publique au développement :

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Il n'est pas normal que la France ne respecte pas ses engagements en terme de budget pour l'aide publique au développement. De plus il faut être vigilant à la façon dont est utilisé et dirigé cette aide publique : elle doit servir dans l'intérêt des peuples destinataires et en prenant en compte la nécessaire transition écologique.

4. Remettre la finance au service de l'économie réelle :

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Il est nécessaire de vraiment tirer les leçons de la crise de 2008. Il faut séparer l'activité de banque de détail de l'activité de banque d'investissement. Nous sommes également favorable à la mise en place d'une taxe européenne sur les transactions financières qui permettrait d'alimenter le budget européen, de réduire la pauvreté et de financer la transition écologique.

5. Réduire la pauvreté et les inégalités des pays les plus pauvres :

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

voir commentaire du point 3

Promouvoir la justice climatique et la souveraineté alimentaire

6. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050 :

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'Etat est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Nous sommes favorable à la sortie des énergies fossiles et de l'énergie nucléaire d'ici 2050. En s'appuyant sur les scénarii de l'Ademe et de NégaWatt. Une France 100 % renouvelable est possible en 2050.

7. Supprimer les soutiens publics aux agrocarburants :

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation des agrocarburants aux niveaux français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés (2ème et 3ème générations).

| | |
|--------------------|--------------------|
| JE M'ENGAGE | JE NE M'ENGAGE PAS |
|--------------------|--------------------|

Commentaires :

Les agrocarburants de 2ème et 3ème génération peuvent avoir un intérêt et sont même certainement nécessaire pour arriver à une France 100 % énergie renouvelable, mais il faut effectivement les encadrer pour que ne soit utilisés pour ces agrocarburants uniquement des « déchets » végétaux. Les agrocarburants de 1ère génération sont quant à eux à bannir.

8. Aider les adaptations climatiques des pays pauvres :

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

| | |
|--------------------|--------------------|
| JE M'ENGAGE | JE NE M'ENGAGE PAS |
|--------------------|--------------------|

Commentaires :

Les pays développés doivent aider financièrement les pays en développement car ils ont une responsabilité historique dans le réchauffement climatique. La France doit sans attendre présenter un plan précis et ambitieux afin d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixé pendant la cop 21 et aller au-delà de ces objectifs pour être le fer de lance mondial.

9. Préserver la sécurité alimentaire :

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire et n'alimentent pas les dynamiques d'accaparements de terres.

| | |
|--------------------|--------------------|
| JE M'ENGAGE | JE NE M'ENGAGE PAS |
|--------------------|--------------------|

Commentaires :

La séquestration des gaz à effet de serre doit être la solution ultime lorsque toutes les autres solutions ne sont pas possible. La défense des droits des peuples autochtones est également primordial.

10. Soutenir l'agro-écologie paysanne :

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agro - écologie paysanne, qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'UE, au niveau international (FAO, CSA, CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

| | |
|--------------------|--------------------|
| JE M'ENGAGE | JE NE M'ENGAGE PAS |
|--------------------|--------------------|

Commentaires :

Il est nécessaire de réformer la PAC afin qu'elle prenne plus en compte l'impact sur l'environnement des techniques agricoles. Nous souhaitons également généraliser le bio et l'utilisation de produits locaux dans les cantines scolaires et orienter la recherche vers l'agroécologie.

Faire respecter les droits humains en France comme dans les pays du Sud

11. Solidarité à l'égard des migrants :

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrants, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeurs d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'UE prévu par les accords de Dublin. La France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

L'accueil qui est fait aux migrants est une honte en France. Le minimum est de leur présenter des règles administratives claires, des délais de traitement de dossier court et de supprimer toutes ces files d'attentes interminables. Il faut également qu'il y ait une offre d'hébergement convenable. Les étrangers en situation précaire doivent pouvoir bénéficier de protections sociales essentielles.

12. Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'UE et la Turquie alors que de fortes interrogations pèsent sur la légalité de celui-ci et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

La réduction des flux migratoires doit se faire par l'amélioration de la situation dans chaque pays. Il faut pour cela limiter les ventes d'armes, résoudre les conflits par la diplomatie et ne pas avoir de pratiques commerciales destructrices.

13. Obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains:

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Les multinationales doivent être en partie responsable des pratiques de leurs sous-traitants ou de leurs fournisseurs.

14. Réguler les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques : aux niveaux français et européen, ils ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les

filières alimentaires mondiales ; au niveau international, défendre notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

| | |
|--------------------|---------------------------|
| JE M'ENGAGE | JE NE M'ENGAGE PAS |
|--------------------|---------------------------|

Commentaires :

Il faut lutter contre le dumping social. La création d'un salaire minimum au moins européen est nécessaire.

15. Garantir le respect des droits des femmes *comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.*

| | |
|--------------------|---------------------------|
| JE M'ENGAGE | JE NE M'ENGAGE PAS |
|--------------------|---------------------------|

Commentaires :

Il est nécessaire d'arriver à l'égalité entre les femmes et les hommes.

En tant que candidat aux élections législatives, j'ai pris connaissance des « 15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017 » et vous communique mes engagements sur ces propositions.

| | |
|------------------------------|--------------------------|
| Nom Martin | Prénom Alexis |
| Circonscription 92-04 | Date 10 juin 2017 |

Pour plus de détails sur les engagements proposés, consulter le site : <http://solidarite2017.org/>